



**PRÉFET  
DE LA LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
de la protection des populations  
Service environnement et prévention des risques  
Guichet unique**

**Arrêté préfectoral n° 525-DDPP-24 portant rejet d'une demande d'autorisation environnementale  
Carrières de SAVY – Communes de Chamboeuf et St-Médard en Forez**

**Le Préfet de la Loire**

**Vu** le Code de l'environnement et notamment les articles L. 181-9, R. 181-34 et R. 181-44 ;  
**Vu** le décret du 11 janvier 2023 nommant monsieur Alexandre ROCHATTE, préfet de la Loire ;  
**Vu** l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2023 portant délégation permanente de signature à M. Dominique SCHUFFENECKER, sous-préfet de Saint-Etienne, secrétaire général de la préfecture de la Loire ;  
la demande d'autorisation environnementale déposée le 20 août 2021 et complétée le 13 juillet 2022 par la société CARRIÈRES DE SAVY pour son projet de renouvellement et d'extension d'une carrière de matériaux granitiques sur la commune de Chamboeuf, lieu-dit « Bois de savie » et sur la commune de Saint-Médard-en-Forez, lieux-dits « Chemin de la carrière », « A la Côte » et « Chez Dancé » ;  
**Vu** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;  
**Vu** l'avis de l'autorité environnementale formulé le 17 janvier 2023 sur le dossier de demande d'autorisation précité ;  
**Vu** l'enquête publique portant sur la demande susvisée qui s'est déroulée du 13 mars au 13 avril 2023 inclus ;  
**Vu** l'accomplissement des formalités d'affichage et de publication de l'avis au public ;  
**Vu** les avis émis par les conseils municipaux des communes de :

- Saint-Médard-en Forez en date du 7 avril 2023 ;
- Chamboeuf en date du 26 avril 2023 ;
- Chevières en date du 27 mars 2023 ;
- Chazelle-sur-Lyon en date du 14 mars 2023 ;
- Aveizieux en date du 2 mars 2023 ;
- Saint-Galmier en date du 16 mars 2023 ;

**Vu** le rapport d'enquête et les conclusions motivées de la commissaire enquêtrice du 8 mai 2023 ;  
**Vu** l'envoi du rapport d'enquête et des conclusions de la commissaire enquêtrice au pétitionnaire ;  
**Vu** les arrêtés préfectoraux des 30/06/2023, 30/10/2023, 29/03/2024 et 28/06/2024 portant report du délai de la phase de décision à la demande d'autorisation environnementale présentée par la société CARRIÈRES DE SAVY ;  
**Vu** le rapport en date du 24 décembre 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;  
**Vu** le courrier recommandé du 2 janvier 2025 communicant le rapport susvisé et le projet d'arrêté à l'exploitant ;  
**Vu** l'absence d'observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

**CONSIDÉRANT** que l'installation, faisant l'objet de la demande, est soumise à autorisation environnementale en application des dispositions du chapitre unique du titre VIII du livre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L.181-3, L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que le commissaire enquêteur a donné un avis favorable sous réserve que le projet soit totalement compatible avec le PLU de Chamboeuf ;

**CONSIDÉRANT** que le projet est classé en zone naturelle « N » du PLU de Chamboeuf, n'autorisant pas les activités de carrière ;

**CONSIDÉRANT** qu'aucune procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité n'a été engagée ;

**CONSIDÉRANT** par conséquent que les conditions légales de délivrance de l'autorisation ne sont pas réunies ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la Préfecture de la Loire ;

### **ARRÊTE**

#### **Article 1 – Refus de la demande d'autorisation**

La demande d'autorisation environnementale présentée le 20 août 2021 et complétée le 13 juillet 2022 par la société Carrières de Savy, référencée sous le numéro SIRET n° 842 869 372 00016 et dont le siège social est implanté 1 Chemin de la arrière - 42330 – CHAMBOEUF pour l'exploitation d'une carrière de matériaux granitiques aux lieux-dits « Chemin de la Carrière », « A la Côte », « Chez Dancé » sur le territoire de la commune de Saint-Médard-en-Forez et « Bois de savié » sur le territoire de la commune de Chamboeuf est refusée.

#### **Article 2 – Publicité et notification**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie du présent arrêté est déposée dans les mairies de Chamboeuf et Saint-Médard-en-Forez et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché dans les mairies susvisées pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires ;

3° L'arrêté est adressé aux conseils municipaux des communes de Chevières, Chazelle-sur-Lyon, Aveizieux et Saint-Galmier, consultés en application de l'article R. 181-38 du code de l'environnement ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans la Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 3 – Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal Administratif de LYON :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 dans un délai de deux mois à compter :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévues au 4° du même article.

Le délai court à compter de la première formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Tout recours administratifs ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

La Tribunal Administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

#### Article 4 – Exécution

Le sous-préfet de l'arrondissement de Montbrison, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, le directeur départemental de la protection des populations et maires de Saint-Médard-en-Forez et de Chamboeuf sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité, adressé à la direction départementale de la protection des populations – service environnement et prévention des risques.

Saint-Étienne, le - 5 FEV. 2025

Pour le Préfet  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général

Dominique SCHUFFENECKER

Copie adressée à :  
- Carrières de SAVY  
- Sous-Préfecture de Montbrison  
- DREAL  
- Archives  
- Chrono

Dominique SCHIFFNECKER  
Pour le Préfet  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général